

NOTE DE COMMUNICATION

READY FOR REVIEW:

Projet de la CSPPS qui appuie la participation de la Société Civile dans les pays fragiles qui présentent un Rapport d'Examen National Volontaire en 2019

FPHN juillet 2019



CONTEXTE

FPHN 2019 – Le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) est la principale plate-forme des Nations Unies sur le développement durable. Il joue un rôle central dans le suivi et l'examen de l'Agenda du Développement Durable à l'horizon 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau mondial. Il a lieu chaque année à New York en juillet.

Processus RNV – Le FPHN est une occasion pour les États membres de rendre compte de manière volontaire des progrès accomplis dans la mise en œuvre des ODD aux niveaux national et sous-national, par le biais d'un examen inclusif mené par le gouvernement, appelé Rapport National d'Examen Volontaire (RNV), ou *Voluntary National Review* (VNR) en anglais. Ces examens réguliers au FPHN se doivent d'être volontaires, menés par l'État, réalisés aussi bien par les pays développés que les pays en voie de développement, et impliquer de nombreuses parties prenantes, y compris la société civile. Les RNV visent à faciliter le partage d'expériences, y compris les succès, les défis et les acquis, en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Les RNVs visent également à renforcer les politiques et les institutions des gouvernements et à mobiliser le soutien de nombreuses parties prenantes et à encourager les partenariats pour la mise en œuvre des ODDs.

L'enjeu de l'année 2019 – Le thème du FPHN en 2019 est « Donner plus de pouvoir aux personnes et assurer l'égalité et l'ouverture à tous ». Pour la première fois depuis la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en 2015, l'ODD 16, parmi d'autres objectifs (à savoir les ODD 4, 8, 10, 13 et 17), fera l'objet d'un examen détaillé en juillet 2019. L'ODD 16 cherche à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins de développement durable, à assurer l'accès de tous à la justice et à mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

COLLABORATION ENTRE CSPPS, UE/EuropeAid, ET MEAE

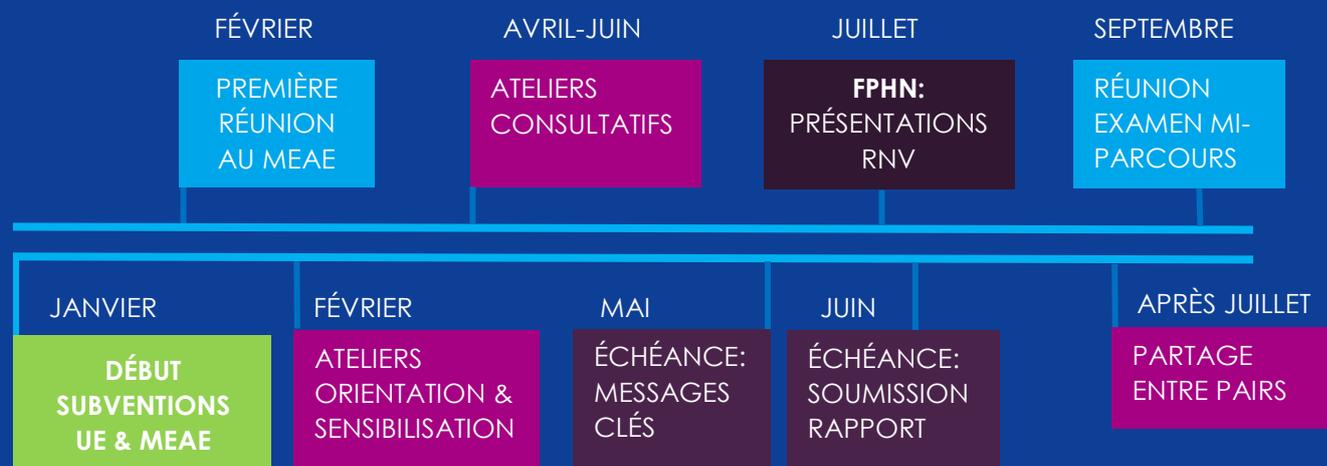
La Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (CSPPS) est un réseau mondial d'acteurs de la société civile, d'experts et de chercheurs universitaires issus des pays du Sud et du Nord qui œuvrent ensemble pour appuyer des projets de consolidation de la paix et de renforcement de l'État dans des pays fragiles en proie à des crises ou des conflits. La CSPPS bénéficie actuellement de l'appui financier de la Direction générale du développement et de la coopération de la Commission Européenne (EuropeAid) pour mettre en œuvre son plan d'action 2019-2020.

Le 1er janvier 2019, la CSPPS a démarré une collaboration d'un an avec le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français (MEAE) pour permettre à la CSPPS de poursuivre et d'étendre ses activités pour amplifier la voix de la société civile au sein du International Dialogue on Peacebuilding and Statebuilding (IDPS), et d'aider à mettre en œuvre l'approche globale du Ministère pour traiter les crises et les contextes fragiles. Plus spécifiquement, avec l'appui du MEAE et de EuropeAid, la CSPPS garantira l'inclusion, la participation et la contribution sérieuses de la société civile au cours des processus du RNV – en mettant l'accent sur l'ODD 16+ – dans les pays sélectionnés, à savoir la Côte d'Ivoire, la République Centrafricaine, le Tchad, la Sierra Leone, le Timor-Leste et le Rwanda.



FEUILLE DE ROUTE

LIGNE DU TEMPS – 2019



OBJECTIF ET ACTIVITÉS

Depuis la soumission de la première proposition de projet au MEAE (en décembre 2018), et conformément aux derniers développements survenus depuis janvier 2019, la CSPPS a légèrement modifié les activités proposées afin de délivrer une approche plus pertinente, efficace et adaptée aux contextes nationaux au sein desquels les OSCs que nous soutenons opèrent. L'objectif global demeure le même: *renforcer la voix et la capacité de la société civile à s'engager et à influencer la consolidation de la paix et le renforcement de l'État en tant que contribution essentielle à la prévention des crises et conflits, et au maintien d'une paix et d'un développement durables pour tous.*

Au niveau du Secrétariat en Europe, l'appui fourni aidera la Plateforme à mettre en œuvre son plan de travail et à établir des contacts avec des ONG françaises (Coordination SUD et FORUS) et les sections concernées du MEAE (AFD, CIV, Expertise France) pour étudier les possibilités de collaboration. Au sein des pays sélectionnés, cela permettra à la CSPPS d'assurer, avec l'aide du Réseau TAP, et dans la mesure du possible en fonction du contexte politique, l'inclusion, la participation et la contribution sérieuses des OSC nationales et locales (notamment à travers la sensibilisation ciblée des organisations de la jeunesse et des femmes) au cours des différentes étapes de consultation et de validation du processus de RNV en Côte d'Ivoire, en République Centrafricaine, au Tchad, en Sierra Leone et au Timor-Leste par le biais d'ateliers d'orientation et de sensibilisation dans un premier temps, et d'ateliers de développement des capacités dans un deuxième temps. CSPPS a élargi sa collaboration avec le Réseau TAP au Nigeria et au Rwanda. Enfin, pendant et après le FPHN, la CSPPS organise un échange entre pairs afin de se pencher sur les expériences et les acquis des OSC qui auront été impliquées dans le processus du RNV de cette année.

SITUATION ACTUELLE : MISES À JOUR PAR PAYS 1/4

CÔTE D'IVOIRE



En coordination avec son organisation point focal national (FNDP), un partenaire local de la société civile ISC/ODD-CI et le bureau du PNUD en Côte d'Ivoire, et avec l'appui d'un facilitateur expert (ADIN/Réseau TAP), le Secrétariat de la CSPPS a organisé deux ateliers sur l'examen des ODD et le processus RNV à Abidjan (26-27 avril) et Bouaké (30 avril-1er mai). Par ailleurs, le Secrétariat a rencontré les ministères de l'économie et du développement durable) et la délégation française.

Étant le poumon économique du pays, en plus d'accueillir un grand nombre d'OSC nationales et locales, la ville d'Abidjan fut la première étape du processus de consultation RNV.

Organiser le deuxième atelier à Bouaké fut stratégique car cela a apporté le processus de consultation aux OSC basées à l'intérieur des terres, et aussi symbolique parce que la ville renaît des cendres de son passé de bastion rebelle au cours de la crise ivoirienne 2010-11.



Atelier d'Abidjan, 26-27 avril



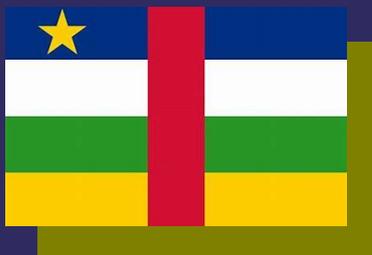
Atelier de Bouaké, 30 avril-1 mai



Rencontre officielle avec le Min. du Développement Durable, 29 avril

SITUATION ACTUELLE : MISES À JOUR PAR PAYS 2/4

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Suite à l'atelier d'orientation et de sensibilisation des OSC sur les ODD et le RNV organisé par le Secrétariat de la CSPPS et Cordaid à Bangui en février dernier, la CSPPS a uni ses forces avec le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale, Cordaid, World Vision et TAP Network et organisé le 7 mai dernier un atelier consultatif sur les ODD et le processus RNV pour les OSC locales comme étape cruciale pour recueillir la contribution de la société civile dans le cadre du processus de consultation RNV.



TCHAD



La CSPPS, son point focal de l'équipe de pays et un expert d'ADIN (réseau TAP) ont achevé un atelier consultatif sur les ODD et le RNV à N'Djamena, Tchad, les 13-14 juin. La réunion a permis de formuler des contributions aux dernières étapes du processus de validation du rapport RNV au Tchad, au moment même où le gouvernement finalisait son rapport national sur les ODD. Parallèlement à cet atelier, CSPPS s'est également entretenu avec les délégations de l'UE et le bureau local du PNUD.

SITUATION ACTUELLE : MISES À JOUR PAR PAYS 3/4

Atelier de N'Djamena, 14 juin



SIERRA LEONE



En Sierra Leone, la CSPPS s'est associée au réseau TAP pour co-financer un atelier sur le processus RNV et l'ODD 16 à Makeni les 12 et 13 juin, organisé conjointement par ChildHelp Sierra Leone, le Secrétariat des acteurs non étatiques et l'équipe pays de la CSPPS. Le Secrétariat CSPPS a assuré la coordination entre les réseaux locaux sur le terrain. En plus de produire des recommandations politiques, les participants à l'atelier ont mis sur pied un groupe d'action ODD 16+ pour assurer le suivi et la coordination à l'échelle nationale.

TIMOR-LESTE



Au Timor-Leste, l'organisation du point focal CSPPS est un membre permanent du groupe de travail du gouvernement sur les ODD qui a préparé le rapport national des ODD. En outre, CSPPS, le réseau TAP, Asia Development Alliance (ADA) et des partenaires locaux ont co-organisé un atelier sur l'ODD 16 à Dili les 18 et 19 juin, peu après la publication du rapport national du gouvernement sur les ODD.

SITUATION ACTUELLE : MISES À JOUR PAR PAYS 4/4

RWANDA



En partenariat avec l'organisation point focale du Réseau TAP sur le terrain, l'Association Human Rights First Rwanda, le Réseau TAP et CSPPS ont co-organisé un atelier sur le l'ODD 16 et le processus RNV à Kigali, Rwanda, la dernière semaine du mois de mai.



NIGÉRIA



Le Réseau TAP et CSPPS soutiennent les organisations partenaires locales CSCSD et CSDEA pour organiser des ateliers de réflexion stratégique à Lagos (2-3 juillet) et Abuja (5 juillet), Nigeria. L'atelier d'Abuja est co-organisé avec IPCR. Bien que le Nigeria ne soit pas engagé dans un processus RNV cette année, il a été considéré comme un pays stratégique clé à inclure dans le processus d'examen - également pour examiner l'état actuel de la mise en œuvre des ODD depuis son dernier examen qui date de 2017.



LEÇONS TIRÉES:

RÉFLEXIONS SUR LA PREMIÈRE PHASE DU PROJET READY FOR REVIEW

Les activités de consultation RNV peuvent constituer un point de départ pour améliorer le dialogue et la coordination

Il est essentiel d'engager le dialogue très tôt avec une variété d'acteurs clés nationaux et internationaux, et d'acquérir une bonne compréhension de ce qui est en préparation, de réaliser comment mieux coordonner les activités, de se répartir les tâches entre organisations, et de former des coalitions qui peuvent cimenter des relations de travail prometteuses. Par exemple, en Côte d'Ivoire, le partenariat établi avec la plate-forme de la société civile locale ISC-ODD/CI et le PNUD n'a pas pris fin après la tenue des ateliers consultatifs. Les partenaires sont actuellement en train de préparer un atelier de capitalisation de suivi après le FPHN.

Apprenez quelle est votre valeur ajoutée et mettez la en évidence

Contrairement au gouvernement ou au PNUD, la société civile jouit d'une proximité absolue avec les préoccupations, les doléances et les attentes de la population. La méthodologie de l'atelier a donc été mise au point pour faire ressortir cette valeur ajoutée qualitative de la contribution de la société au processus RNV afin non pas de remplacer mais de compléter l'appui plus technique fourni par les experts et consultants du PNUD (collecte de données quantitatives, etc.) chargés d'élaborer le rapport national sur les ODD.

Le manque d'expérience en matière de RNV peut être pallié en s'organisant et se préparant à l'avance

Les pays qui présentent pour la première fois leur examen mais qui se sont préparés à l'avance au processus RNV ont pu "faire un pas vers l'inconnu" avec plus d'assurance pour rendre compte pour la première fois de l'état d'avancement de l'ODD 16 et mieux faire face aux défis inattendus survenus. Par exemple, en République centrafricaine, le gouvernement a mis sur pied un comité interministériel multipartite sur les ODD peu après son annonce en juillet 2018 de présenter son rapport RNV en 2019. La mise en place d'un tel comité a permis au gouvernement de cerner les défis et opportunités tôt dans le processus, lui permettant d'y répondre de façon appropriée et de collaborer avec les partenaires nécessaires.

Les contextes varient, d'où leur importance

L'espace civique, ou espace de la société civile, détermine où et dans quelle mesure la société civile est activement invitée à faire partie intégrante du processus de consultation. Le succès dépend dans une large mesure de la volonté politique au niveau national de permettre l'inclusion, la participation et la contribution sérieuses de la société civile au cours des processus RNV.

Oui, la qualité de l'inclusion et de la participation sont importantes, mais également la communication

Les gouvernements doivent faire des efforts pour inclure la société civile dans les processus RNV. Toutefois, les efforts doivent venir des deux côtés. Une fois que les représentants de la société civile ont été inclus dans des comités sur les ODD et ont accès à des informations clés, il est du devoir de la société civile de saisir cette chance afin de mobiliser l'ensemble de ses membres en mettant en place une communication proactive et coordonnée et en tenant des consultations de façon régulière. Plus une personne est impliquée dans un processus RNV (p. ex. au sein d'un comité interministériel national des ODD), plus elle a accès à des informations clés et se trouve dans une position unique pour influencer le contenu d'un rapport RNV. Cette capacité d'influencer le contenu des échanges s'accompagne d'une responsabilité encore plus grande, celle de rendre compte de l'état d'avancement des discussions et des résultats préliminaires à l'ensemble des parties prenantes par des canaux de communication efficaces. Par exemple, au Tchad, un tel système de rétroaction entre la société civile à l'intérieur et à l'extérieur du processus RNV n'a pas fonctionné de manière optimale, ce qui, rétrospectivement, en fait une occasion manquée pour avoir un impact plus important et influencer efficacement le débat politique. En d'autres termes, l'inclusion et la participation s'accompagnent de la responsabilité, de la transparence et de l'obligation de rendre compte à ses membres.

Outre l'obtention d'un soutien financier de la part des donateurs, il est essentiel d'inclure leurs délégations locales en tant que parties prenantes à part entière dans le processus.

L'appui fourni par les donateurs bilatéraux et multilatéraux a contribué à créer un environnement propice au dialogue coordonné et concerté sur les processus RNV et le contenu des rapports nationaux sur les ODD - avec la participation de représentants de ces mêmes donateurs dans le processus engagé, soit en consultation, soit comme acteur et participant dans le processus lui-même.

La société civile comprend les possibilités offertes par le processus RNV et souhaite en faire davantage

La société civile ne veut pas se limiter à un rôle d'évaluateur qualitatif. Elle souhaiterait contribuer activement au processus et faire entendre sa voix dans l'examen stratégique des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Partout où les équipes nationales CSPPS ont été à la tête de l'organisation et de l'accueil d'ateliers consultatifs sur l'ODD16 et le RNV, nous pouvons témoigner de la volonté écrasante de la société civile d'avoir les moyens, capacités et ressources pour contribuer à la collecte et à l'analyse des données dans un avenir proche, avant que leur gouvernement respectif ne prenne à nouveau la décision de revoir les progrès nationaux sur l'Agenda 2030.

Dans la mesure du possible, il faut ouvrir le processus de planification d'atelier RNV à d'autres organisations locales en plus des partenaires locaux traditionnels

La bonne organisation de la société civile autour de domaines thématiques clés est utile et a fourni un point d'entrée pour des discussions stratégiques sur la manière dont le processus RNV pourrait être soutenu par l'appui de collègues de l'équipe pays CSPPS en partenariat avec des partenaires locaux du Réseau TAP et d'autres représentants de la société civile. Des exemples tirés de l'expérience de nos pays témoignent de la valeur ajoutée d'une approche multipartite engagée dans le contexte de l'examen des ODD et des consultations RNV.

CAMPAGNE VIDÉO LES VOIX DE L'ODD 16+



Les Nations Unies se sont engagées à appuyer l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives à travers la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 16+ (ODD 16+), qui fait partie de l'Agenda 2030 qui appelle à réaliser la paix et le développement durable dans chaque pays du monde. Pour y parvenir, nous avons tous un rôle important à jouer.

CSPPS travaille en partenariat avec le réseau TAP, Saferworld et IPI, et onze autres OSCs dans le cadre de la campagne vidéo « *Voices of SDG16+ : Stories for Global Action* ». La campagne demande aux gens et aux partenaires du monde entier de partager comment ils contribuent à l'avancement de l'ODD 16+ dans leur propre communauté ou pays. Cette campagne vidéo appellent les gens à enregistrer de courtes vidéos de leur travail en action, qui seront présentées sur une plateforme web dédiée jusqu'au FPHN 2019.

Les meilleures vidéos seront présentées lors d'un événement parallèle organisé dans le cadre du Forum Politique de Haut Niveau des Nations Unies, à laquelle les candidats sélectionnés seront parrainés pour assister en personne à l'événement suivant : « *Voices of SDG16+ Policy Forum : Public Event. Exploring Voices campaign, civil society role in Goal 16* » le 11 juillet, 777 Place des Nations Unies, 12e étage, de 12h à 15h.

PROCHAINES ÉTAPES

Le partenariat noué avec le réseau TAP a permis aux deux réseaux de mettre en commun leurs ressources et de combiner leurs forces. Les résultats des processus de consultation inclusifs de la société civile qui en ont résulté ont contribué à amplifier la voix de la société civile dans les processus RNV au sein des pays cibles. Des rapports nationaux plus détaillés sont en cours de préparation.

La CSPPS et le réseau TAP tireront les enseignements du processus, documenteront les leçons apprises et procéderont à des échanges croisés d'expériences entre pairs. La présentation des RNV au HLPF est une étape importante, mais pas le point final du processus. Idéalement, l'examen entrepris devrait donner un rapport complet et honnête sur la situation d'un pays dans le processus d'actualisation et de mise en œuvre de l'Agenda 2030 - et doit également indiquer les prochaines étapes et recommandations sur la manière d'accélérer davantage la mise en œuvre de l'agenda dans leur contexte national.

On espère que les leçons tirées du processus Ready for Review serviront à éclairer les processus d'examen ultérieurs. Les processus de consultation RNV tels qu'ils ont été engagés ont clairement fourni un point d'entrée stratégique pour un dialogue et une coordination continus autour des prochaines étapes de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable au niveau national.

ORGANISATIONS AVEC LESQUELLES NOUS TRAVAILLONS

The Transparency, Accountability and Participation Network (TAP Network)

The Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC)

The Catholic Organisation for Relief and Development Aid (CORDAID)

World Vision

FriEnt

Search for Common Ground

United Network of Young Peacebuilders (UNOY)

Partners for Review

UNDP / The Global Alliance for Reporting Progress on Peaceful, Just and Inclusive Societies

POUR NOUS CONTACTER

SECRÉTARIAT CSPPS

c/o CORDAID
Lutherse Burgwal 10
2512 CB / P.O. Box 16440
The Hague, The Netherlands
info@cspps.org / www.cspps.org

Peter van Sluijs, CSPPS Coordinator
Peter.van.Sluijs@cordaid.org

Matthew Wojcik, Jr. Programme Officer
Matthew.Wojcik@cordaid.org

Marina de Paiva, Jr. Programme Officer
Marina.de.Paiva@cordaid.org

ÉQUIPES-PAYS POINT FOCAL CSPPS

Côte d'Ivoire
D. Ouattara, FNDP

Central African Republic
E. Kouzoundji, GERDDES

Chad
M. Ngarygam, CEPSEDA

Sierra Leone
S. Davies, SLANGO

Timor-Leste
D. Santos, FONGTIL



@idps_cspps



@civilsocietyplatform

CE PROJET BÉNÉFICIE DE L'APPUI DE

